

PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES  
COLLECTIVITÉS ET  
DU DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

SERVICE DU  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

**ARRETE n° PREF-DCDD-2007-021**

du 15 janvier 2007

portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'une carrière  
située sur le territoire de la commune de CHAMPIGNY SUR YONNE par la Société  
COMPAGNIE DES SABLIERES DE LA SEINE,

**Le préfet de l'Yonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel du 06 octobre 1995, un permis d'exploitation de carrières a été accordé à la société COMPAGNIE DES SABLIERES DE LA SEINE ;
- VU l'arrêté préfectoral du 06 septembre 1996 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation de cette carrière située sur le territoire de la commune de CHAMPIGNY SUR YONNE ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 avril 1999 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation de cette carrière située sur le territoire de la commune de CHAMPIGNY SUR YONNE ;
- VU la demande en date du 31 juillet 2006 présentée par la SA COMPAGNIE DES SABLIERES DE LA SEINE en vue d'obtenir l'autorisation de modifier les conditions de remise en état de cette carrière ;
- VU l'avis du Service de la Navigation de la Seine en dates des 10 et 13 juillet 2006 ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 27 novembre 2006 ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (formation spécialisée des carrières).émis lors de la réunion du 13 décembre 2006

CONSIDERANT que les modifications apportées ne sont pas des modifications notables ;

CONSIDERANT que ces modifications n'apportent pas de nuisances supplémentaires ;

CONSIDERANT que le Service de la Navigation de la Seine a émis un avis favorable aux aménagements proposés par l'exploitant ;

CONSIDERANT que le projet de rescindement de l'Yonne a été abandonné ;

CONSIDERANT que l'exploitant a préféré se maintenir à 50 mètres au lieu de 35 mètres par rapport à l'Yonne ;

CONSIDERANT que la création de trois déversoirs et des renforts réalisés sur la berge ouest du 2<sup>ème</sup> plan d'eau sont suffisants pour éviter toute capture des plans d'eau par l'Yonne ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

## A R R E T E

### **Article 1 -**

La remise en état de la carrière doit être réalisée conformément aux dispositions contenues dans le dossier de demande en date du 31 juillet 2006.

Le réaménagement de la carrière nécessite notamment la réalisation des dispositions suivantes :

✓ un déversoir amont ayant les caractéristiques suivantes :

- cote de déversement : 56 m NGF,
- longueur de déversement : 100 m,
- largeur moyenne : 55 m.

Il doit être réalisé conformément aux coupes en annexe 1.

✓ un déversoir intermédiaire entre les plans d'eau ayant les caractéristiques suivantes :

- cote de déversement : 54,3 m NGF,
- longueur de déversement : 50 m,
- largeur : 40 m.

✓ un déversoir aval de 100 mètres de long à la cote de 55,10 m NGF.

Il sera composé de pierres pouvant résister à un écoulement de crue mis en place sur une épaisseur de 0,40 m. La berge côté plan d'eau au droit du renforcement est recouverte également d'un empierrement et revégétalisée.

- ✓ l'aménagement de trois déversoirs permettant de capter et de restituer les eaux de crue à l'Yonne pour des cotes bien définies
- ✓ la création de six bosquets
- ✓ le remblaiement à la cote de 54,8 m NGF de deux zones situées entre les plans d'eau (voir annexe 2),
- ✓ la création de zones de hauts fonds dans les deux étangs (voir annexe 3) ;
- ✓ la suppression des piézomètres
- ✓ l'aménagement de deux plans d'eau avec une vocation écologique
- ✓ le remblaiement et la restitution de terrains en terrains agricoles.

Hors période de crue exceptionnelle, l'accès au domaine public doit être maintenu ; les aménagements et leurs modalités de réalisation doivent être soumis à l'accord du service gestionnaire du domaine public (Service de la navigation de la Seine).

En fin d'exploitation, la zone d'extraction doit être rendue conforme aux plans de remise en état annexés au présent arrêté (voir annexes 1 à 3).

## **Article 2 -**

L'article 22.2, 4<sup>ème</sup> paragraphe de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 1996 est abrogé.

## **Article 3 -Délais et voies de recours**

L'exploitant peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas 21000 DIJON compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou M. le ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Le délai de recours d'un tiers est de six mois à compter de la publication de l'avis du présent arrêté. La mise en service de l'installation peut intervenir dans les trois ans qui suivent la délivrance de l'autorisation.

## **Article 3 -**

Les dispositions des arrêtés préfectoraux des 6 septembre 1996 et 14 avril 1999 demeurent applicables en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un

extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de CHAMPIGNY SUR YONNE pendant une durée minimum d'un mois.

Une copie de l'arrêté sera conservée aux archives de la mairie et pourra être consultée, sans frais, par les personnes intéressées.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces deux formalités sera dressé par M. le maire de CHAMPIGNY SUR YONNE et renvoyé à la préfecture de l'Yonne (direction des collectivités et du développement durable – service du développement durable).


Un extrait de cet arrêté sera également publié, par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le chef de la subdivision de l'Yonne de la DRIRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la COMPAGNIE DES SABLIERES DE LA SEINE, et dont une copie sera adressée :

- au maire de CHAMPIGNY SUR YONNE,
- à la directrice régionale de l'environnement de Bourgogne,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- au directeur départemental de l'équipement,
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, ingénieur en chef du génie rural (service hydraulique),
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Yonne,
- au directeur départemental de la concurrence, de la consommation, de la répression des fraudes,
- au président du conseil général de l'Yonne,
- au président du tribunal administratif de Dijon,
- au directeur de l'agence de l'eau Seine Normandie,
- au commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- au chef du service départemental d'architecture et du patrimoine de l'Yonne,
- au conservateur régional de l'archéologie,

A Auxerre le 15 janvier 2007

Pour le préfet  
Le secrétaire général



Laurent HOTTIAUX

